



Direction des systèmes d'information

MAINTENANCE DU LOGICIEL DE E-LEARNING SUR LA PREVENTION DES RISQUES

Cahier des Clauses Administratives Particulières

CCAP n° DSI 23-002b

Marché Dsi 23-002

*Procédure adaptée
du Code de la commande publique
(Articles -L2123-1-1° et R2123-1 à R2123-5)*

Objet : Ce document détaille, en se conformant aux dispositions du Code de la commande publique, les stipulations particulières au présent marché précisant ou complétant les clauses administratives générales applicables aux marchés publics de Techniques de l'Information et de la Communication (CCAG/TIC) ou qui y dérogent.

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

(CCAP)

- ④ Établi en application :
 - du Code de la commande publique,
 - du CCAG / TIC.
- ④ Relatif à des prestations de maintenance corrective et autres prestations associées.
- ④ La procédure de consultation est celle du marché adapté de Articles -L2123-1-1° et R2123-1 à R2123-5 du code de la commande publique.
- ④ Le présent marché s'exécute par bons de commande en application des articles L2125-1, R2121-8 R2162-13 et R2162-14 du Code de la commande publique.
- ④ Le présent cahier comporte 29 feuillets numérotés de 1 à 29.

Le **Centre national de la recherche scientifique** est représenté par

La Personne Responsable de Marché (PRM)

Madame Marie-Pierre FONTANEL Directrice des Systèmes d'Information du CNRS.

Le présent marché est régi par les lois et règlements applicables aux marchés de l'Etat français.

SOMMAIRE

| | | |
|-------------|--|-----------|
| 1 - | OBJET DU MARCHE | 5 |
| 2 - | PRESTATIONS DU MARCHE | 5 |
| 3 - | PRISE D'EFFET / DELAI D'EXECUTION | 6 |
| 4 - | MONTANT DU MARCHE | 6 |
| 5 - | PRIX | 7 |
| 5.1 | FIXATION DES PRIX DES MARCHES | 7 |
| 5.2 | CONTENU DES PRIX | 7 |
| 5.3 | REVISION DES PRIX DE REFERENCE DE L'ACCORD-CADRE | 7 |
| 6 - | SOUS TRAITANCE | 8 |
| 6.1 | DECLARATION D'UN SOUS-TRAITANT | 8 |
| 6.2 | MODALITES DE PAIEMENT DIRECT DES SOUS-TRAITANTS | 8 |
| 7 - | DECLARATION DES ACTEURS CLE | 8 |
| 8 - | MODALITES D'EXECUTION ADMINISTRATIVE DES PRESTATIONS | 9 |
| 8.1 | OBLIGATION DE RESULTAT | 9 |
| 8.2 | CONDUITE DES PRESTATIONS | 10 |
| 8.3 | LIEUX D'EXECUTION ET DE LIVRAISON DES PRESTATIONS | 10 |
| 8.4 | DEPORT DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS | 11 |
| 8.5 | AUDIT | 11 |
| 8.6 | RESPONSABILITE | 13 |
| 9 - | PENALITES DE RETARD / INTERETS MORATOIRES | 13 |
| 9.1 | PENALITES DE RETARD | 13 |
| 9.2 | PENALITES LIEES AUX PRESTATIONS DE FORMATION | 14 |
| 9.3 | AUTRES PENALITES | 14 |
| 9.4 | INTERETS MORATOIRES | 15 |
| 10 - | DROIT DE PROPRIETE / UTILISATION DES RESULTATS | 15 |
| 10.1 | CONCESSION DE DROITS SUR LES CONNAISSANCES ANTERIEURES | 15 |
| 10.2 | REGIME DES DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE OU DES DROITS DE TOUTE AUTRE NATURE RELATIFS AUX RESULTATS A L'EXCLUSION DES LOGICIELS STANDARDS | 16 |
| 10.3 | ASSISTANCE DUE PAR LE TITULAIRE A L'ISSUE DE L'ACCORD-CADRE | 19 |
| 10.4 | GARANTIES DES DROITS | 19 |
| 10.5 | AUTORISATIONS | 19 |
| 10.6 | ŒUVRES PREEXISTANTES, FICHIERS | 20 |
| 10.7 | RESTITUTION DES ELEMENTS REMIS | 20 |
| 11 - | RECEPTION / VERIFICATION DES PRESTATIONS | 20 |
| 12 - | GARANTIE | 21 |
| 13 - | MODALITES DE COMMANDE, DE FACTURATION ET DE PAIEMENT DES PRESTATIONS | 22 |
| 13.1 | BONS DE COMMANDE | 22 |
| 13.2 | REGLEMENTS | 23 |
| 13.3 | ADRESSE DE FACTURATION | 23 |
| 13.4 | AVANCE | 23 |
| 13.5 | ACOMPTES | 24 |
| 13.6 | SOLDE | 24 |
| 14 - | CONFIDENTIALITE | 24 |
| 14.1 | OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE | 24 |
| 14.2 | PROTECTION DES DONNEES | 24 |
| 14.3 | MESURES DE SECURITE | 25 |
| 14.4 | MESURES DE PORTEE GENERALE | 26 |
| 15 - | CONDITIONS D'ACCES DU PERSONNEL DU TITULAIRE | 26 |

| | |
|---|-----------|
| 16 - STATUT DU PERSONNEL DU TITULAIRE | 27 |
| 16.1 LIENS JURIDIQUES | 27 |
| 16.2 REGLEMENTATION RELATIVE AU TRAVAIL DISSIMULE | 27 |
| 16.3 RECUSATION DU PERSONNEL DU TITULAIRE PAR LE CNRS | 27 |
| 17 - ASSURANCE..... | 27 |
| 18 - RESILIATION..... | 27 |
| 18.1 RESILIATION DU FAIT DU CNRS | 27 |
| 18.2 RESILIATION AUX TORTS/POUR FAUTE DU TITULAIRE | 28 |
| 19 - MODIFICATIONS RELATIVES AU TITULAIRE DU PRESENT ACCORD-CADRE | 28 |
| 19.1 CHANGEMENT DE DENOMINATION SOCIALE DU TITULAIRE | 28 |
| 19.2 CHANGEMENT DE CONTRACTANT EN COURS D'EXECUTION DU PRESENT ACCORD-CADRE | 28 |
| 20 - LOI APPLICABLE | 28 |
| 21 - DEROGATIONS ET COMPLEMENTS AU CCAG / TIC | 29 |
| 21.1 DEROGATIONS..... | 29 |
| 21.2 COMPLEMENTS..... | 29 |

Les correspondances, réunions et discussions relatives au marché se déroulent en français.

Le titulaire s'engage à fournir toute la documentation, rédigée en langue française, nécessaire à une utilisation et à un fonctionnement satisfaisants des logiciels en maintenance ; cette obligation s'applique tant à la documentation imprimée qu'à celle qui peut s'afficher à l'écran.

Le marché est exécuté pour le compte de la Direction des Systèmes d'Information (DSI) du CNRS – 358, rue Pierre Gilles de Gennes – 31670 Labège.

1 - OBJET DU MARCHÉ

Le **Centre national de la recherche scientifique** (CNRS) souhaite confier à un prestataire la Maintenance corrective et adaptative de l'application de e-learning sur la prévention des risques NEO.

Les prestations s'effectueront en conformité avec les dispositions du CCTP n° DSI 23-002c.

Le CNRS s'engage à commander en exclusivité au titulaire les prestations définies dans le présent accord-cadre dont le périmètre est strictement limité à l'application de e-learning sur la prévention des risques NEO.

Le titulaire ne dispose pas de l'exclusivité pour ce qui concerne la réalisation de modules.

Les documents contractuels régissant le marché sont, par ordre de priorité décroissante les suivants :

- 1°) l'Acte d'Engagement n° DSI 23-002a,
- 2°) le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) n°DSI 23-002b,
- 3°) l'annexe financière,
- 4°) le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) n° DSI 23-002c,
- 5°) le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Techniques de l'Information et de la Communication (CCAG/TIC) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (NOR : ECOM2106875A) et ses modifications en vigueur à la date de notification du marché.
- 6°) L'Arrêté du 18 septembre 2018 portant approbation du cahier des clauses simplifiées de cybersécurité (NOR: ECOP1825228A),
- 7°) Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification de l'accord-cadre,
- 8°) l'offre technique et financière du titulaire pour autant qu'elle ne déroge pas aux documents sus visés.

Toute clause, portée dans la proposition du Titulaire ou documentation quelconque et contraire ou diminuant la portée des dispositions des autres pièces constitutives de l'accord-cadre, est réputée non écrite.

Les documents contractuels de l'accord-cadre définis ci-dessus, expriment l'intégralité de l'accord passé entre les deux parties.

2 - PRESTATIONS DU MARCHÉ

Le marché s'exécute selon les prestations suivantes définies au CCTP :

- **Prestation 1 : Prise en main de l'application**
- **Prestation 2 : Conception et réalisation d'évolutions**
- **Prestation 3 : Études et Expertises**
- **Prestations 4 : Maintenance corrective**
- **Prestation 5 : Formation**
- **Prestation 6 : Réversibilité et transfert de compétences**

Prestations récurrentes continue :

Il s'agit de prestations qui, dès lors que l'accord-cadre sera entré dans sa phase opérationnelle, seront exécutées par le titulaire de manière continue jusqu'au terme de l'accord-cadre. Il s'agit en particulier de :

- Maintenance corrective

Prestations récurrentes à la demande :

Il s'agit de prestations qui ont vocation à être commandées tout au long de la vie de l'accord-cadre, mais dont l'exécution sera demandée lors de la survenance du besoin au travers de bons de commande. Il s'agit en particulier de :

- Conception et réalisation d'évolution
- Etudes et expertises
- Formation

Prestations ponctuelles :

Il s'agit de prestations qui ont vocation, à priori, à n'être commandées qu'une fois pendant la durée d'exécution de l'accord-cadre :

- Prise en main
- Réversibilité et transfert de compétences

3 - PRISE D'EFFET / DELAI D'EXECUTION

Le marché prend effet à compter de sa date de notification si celle-ci est postérieure, pour une durée initiale de deux **(2) ans**.

Il sera ensuite renouvelable annuellement par reconduction tacite sans que sa durée maximale ne puisse excéder quatre **(4) ans**, dans le respect des dispositions de l'article L2112-5 du Code de la commande publique.

La notification de l'accord-cadre comprend une copie, délivrée sans frais par le pouvoir adjudicateur au titulaire, de l'acte d'engagement et des autres pièces constitutives de l'accord-cadre, à l'exception des pièces n'ayant subi aucune modification par rapport au dossier de consultation des entreprises publié.

Le pouvoir adjudicateur remet également au titulaire, sur sa demande et sans frais, l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité nécessaire à la cession ou au nantissement des bons de commande.

L'émission de bons de commande ne peut se faire que pendant la durée de validité de l'accord-cadre.

Un bon de commande ne peut s'exécuter pendant une période supérieure à six (6) mois après la date de fin de l'accord-cadre.

Le titulaire reste engagé envers le CNRS jusqu'à la fin du délai de garantie des prestations exécutées, dans les conditions mentionnées dans le présent accord-cadre.

4 - MONTANT DU MARCHÉ

Le montant maximum hors taxes du marché est fixé à la somme **142 999,00 Euros** hors-taxes (cent quarante-deux mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf Euros) pour l'ensemble des prestations exécutées dans le cadre du présent marché.

Compte tenu des choix du CNRS, le présent marché est découpé en **6 prestations** dont les montants sont stipulés dans le Bordereau de prix annexé à l'acte d'engagement, à partir de l'offre présentée par le titulaire.

Les Prestations 1,4 et 6 sont à prix forfaitaires, les prestations 2, 3 et 5 sont à prix unitaires.

L'Euro est la monnaie de compte du marché. Les montants sont assujettis à la T.V.A selon les taux et règles en vigueur.

Les montants et prix hors taxes sont établis à partir des conditions économiques en vigueur à la date de remise de l'offre du titulaire. Ils sont réputés complets et comprennent tous les frais (y compris les frais de

déplacement), dépenses et fournitures réglementaires nécessaires à l'exécution des prestations et au respect des obligations de résultat prises par le titulaire.

Le titulaire certifie que les prix stipulés dans le présent marché n'excèdent pas ceux de son barème pratiqué à l'égard de l'ensemble de sa clientèle.

En ce qui concerne les taxes, celles-ci, en cas de modifications fiscales seront facturées et réglées aux taux applicables le jour d'exécution de la prestation.

Les prestations à prendre en charge au cours de l'exécution de l'accord-cadre se traduiront par un montant cumulé de bons de commande pouvant être inférieur ou supérieur au montant estimé indiqué ci-dessus, sans pouvoir excéder le montant maximum indiqué.

Aucune indemnité de dédit ne sera due par le CNRS au cas où le cumul des bons de commande n'atteindrait pas le montant maximum précité.

5 - PRIX

5.1 FIXATION DES PRIX DES MARCHES

Le bordereau de prix du présent accord-cadre constitue un référentiel de prix plafonds applicables aux prestations qui y sont énumérées, pour des conditions de complexité conformes aux contraintes exposées dans les documents remis au titulaire pour lui permettre d'élaborer son offre.

5.2 CONTENU DES PRIX

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations autres que celles mises expressément à la charge du CNRS par le Cahier des Clauses Techniques Particulières, incluant tous les frais, charges, fournitures, matériels et sujétions du titulaire ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires, quand bien même ils n'auraient pas été spécifiquement listés ni dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières ni dans l'offre du titulaire. Les prix comprennent également les cessions et concessions des droits visés à l'article 10 ci-dessous, ainsi que les différentes garanties mentionnées à l'article 12 - ci-dessous, outre les garanties prévues au CCAG.

5.3 REVISION DES PRIX DE REFERENCE DE L'ACCORD-CADRE

Les prix hors taxes du marché sont établis à partir des conditions économiques en vigueur à la date de remise de l'offre du candidat.

Les prix indiqués dans le bordereau de prix sont fermes la première année du marché.

Tous les prix forfaitaires et unitaires du bordereau de prix pourront être révisés annuellement, à la date anniversaire de la notification du marché, selon la formule suivante :

$$P = P_o \times \left(0,70 \times \frac{Sy}{Sy_o} + 0,30 \times \frac{FSD3}{FSD3_o} \right)$$

dans laquelle :

| | | |
|---------------|---|--|
| P | = | prix révisé hors TVA |
| Po | = | prix d'origine hors TVA figurant au marché |
| Sy et Syo | = | indice "Syntec" |
| FSD3 et FSD3o | = | indice des Frais et Services Divers de modèle de référence 3 |

Les valeurs des indices Syntec et FSD 3 sont à relever dans le Moniteur des Travaux Publics. Les indices figurant aux dénominateurs représentent les valeurs initiales et sont celles du mois M de remise des offres.

Les valeurs finales des indices figurant aux numérateurs sont respectivement celles du mois M des années N+1 et N+2.

Si, à la date de révision, les indices correspondants ne sont pas encore parus, les parties conviennent de retenir comme indice définitif le dernier publié.

Lors de la mise en œuvre de la formule de révision des prix, les calculs intermédiaires seront effectués au dix millième près.

En cas de cessation de publication ou de disparition de l'index de référence, les parties conviennent :

- ⊗ d'adopter l'index de remplacement,
- ⊗ si aucun index de remplacement n'est publié, de choisir un indice similaire.

Les nouveaux prix du marché ainsi définis ne s'appliquent qu'aux nouvelles commandes restant à notifier.

La révision peut intervenir au plus tard deux (2) mois calendaire après la date anniversaire de la notification de l'Accord-cadre, sur demande écrite du Titulaire ou sur décision du CNRS. Elle ne peut en aucune façon intervenir de manière rétroactive.

Lorsque la demande ou la décision intervient moins d'un an après la précédente révision, la date d'effet de la révision à venir est fixée à la prochaine date anniversaire de la notification du marché.

Lorsque la demande ou la décision intervient plus d'un an après la précédente révision, la date d'effet de la révision à venir est fixée à la date de la demande ou de la décision.

Les valeurs finales des indices figurant aux numérateurs sont respectivement celles du mois M précédant la date de la demande ou de la décision.

6 - SOUS TRAITANCE

6.1 DECLARATION D'UN SOUS-TRAITANT

Les sous-traitants relevant du champ d'application de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance doivent être présentés au pouvoir adjudicateur pour acceptation lors de la soumission à l'accord-cadre.

La demande portant sur l'acceptation et l'agrément des conditions de paiement sera sollicitée conformément au modèle d'acte spécial de sous-traitance, que le titulaire doit remettre au CNRS contre récépissé ou à envoyer par lettre recommandée avec avis de réception.

6.2 MODALITES DE PAIEMENT DIRECT DES SOUS-TRAITANTS

Le sous-traitant adresse sa facture au titulaire dans les formes prévues aux articles R2193-11 à R2193-16 du code de la commande publique.

Les règles relatives aux intérêts moratoires sont fixées par les dispositions du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

La liquidation des comptes en cas de résiliation de l'accord-cadre s'applique également aux sous-traitants.

7 - DECLARATION DES ACTEURS CLE

Dans le cadre de l'exécution des prestations de l'accord-cadre, le Titulaire peut avoir recours à des prestataires externes qui, sans avoir la qualité de sous-traitants au sens du Code de la commande publique, soit ont cette qualité au sens du Règlement général sur la protection des données (RGPD), soit, sont susceptibles d'avoir un impact significatif sur l'exécution des prestations ou d'avoir accès à des Données du CNRS.

Le Titulaire doit donc, concernant ces prestataires externes :

- Les déclarer dans son offre, en indiquant :
 - L'identité de ce prestataire,
 - Le type de contrat qui lie le Titulaire à ce prestataire,
- Communiquer au CNRS, à sa demande, les contrats liant le Titulaire à ce ou ces prestataires, au moins en ce qui concerne les obligations réciproques qui le lient à son prestataire et qui lui permettent de garantir la protection des intérêts du CNRS.

Déclarer tout changement ou introduction de prestataire pendant le cours de l'exécution de l'accord-cadre. Dans le cas où le CNRS estimerait que cette modification est de nature à compromettre la bonne exécution des prestations ou ne présente pas les garanties de sécurité suffisantes, il peut

refuser cette modification par une décision motivée. Le Titulaire doit alors, soit exécuter lui-même les prestations en cause, soit proposer un autre prestataire que le CNRS peut agréer.

En l'absence d'une telle déclaration ou de modification malgré le refus du CNRS, cette modification s'analysera comme une modification sans autorisation préalable du lieu d'exécution des prestations, les pénalités afférentes pouvant alors être appliquées.

Les activités concernées sont listées, le cas échéant, dans le CCTP avec, lorsque cela est pertinent, les éléments à fournir par le titulaire (mesures de sécurité pour un prestataire qui hébergerait des environnements de développement du titulaire par exemple)

8 - MODALITES D'EXECUTION ADMINISTRATIVE DES PRESTATIONS

La Direction des Systèmes d'Information (DSI) du CNRS est l'interlocuteur privilégié du titulaire pour l'exécution du présent marché.

8.1 OBLIGATION DE RESULTAT

Le présent accord-cadre est assorti pour le Titulaire d'une obligation de résultats en ce qui concerne les obligations spécifiques mentionnées dans l'accord-cadre et ses annexes de réaliser les Prestations notamment dans les conditions de délais, de prix, de qualité, de sécurité, de performance, de volumétrie, de fiabilité, de disponibilité et d'évolutivité conformes aux engagements mentionnés dans l'Accord-cadre, et pendant toute la durée de l'Accord-cadre.

Cette obligation du Titulaire s'exerce en tenant compte de la répartition suivante des responsabilités entre le CNRS et le Titulaire :

- Le CNRS est entièrement responsable des choix fonctionnels et techniques qu'il formule, ainsi que des priorités qu'il arrête au cours de l'exécution de l'accord-cadre,

- Le Titulaire est entièrement responsable des choix techniques et solutions qu'il propose à l'avis du CNRS ou qu'il accepte de mettre en œuvre à la demande du CNRS, à moins qu'il n'ait émis des réserves circonstanciées dans un délai de 5 (cinq) jours ouvrés à compter de la demande qui lui a été faite et que le dysfonctionnement constaté trouve sa cause exclusive dans l'un des éléments objet de ces réserves.

Pour l'ensemble de l'obligation de résultats, le Titulaire ne pourra nullement mettre en avant une quelconque défaillance de ses sous-traitants, acteurs clé ou fournisseurs. Il est pleinement et personnellement responsable de la bonne exécution du présent accord-cadre.

Dans ce cadre, le titulaire s'oblige à garantir au CNRS :

- ④ la mise à disposition des livrables (documents, informations, analyses, préconisations, solutions alternatives,...) nécessaires à la satisfaction des besoins et contraintes exprimés dans le CCTP,
- ④ l'exécution des travaux associés.

Pendant toute la durée d'exécution de la prestation, le prestataire est tenu de faire le nécessaire pour que le CNRS bénéficie, en temps utile, des informations qui sont susceptibles de l'intéresser et, notamment, de signaler au CNRS tous les éléments qui lui paraîtraient de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation, ainsi que toute imprécision ou incohérence dans le CCTP.

Aussitôt qu'une difficulté significative sera identifiée par une partie, elle sera portée à la connaissance de l'autre au plus tard sous 3 jours.

A la suite de cette communication, le titulaire et le CNRS déterminent les moyens à mettre en œuvre par l'une ou l'autre partie afin d'apporter une solution adéquate pour résoudre le plus rapidement possible la difficulté concernée.

Lorsque les prestations exécutées ou les fournitures livrées ne permettent pas de satisfaire l'obligation de résultat, le titulaire doit les compléter à ses frais jusqu'à obtenir de la part du CNRS la réception de l'ensemble des prestations traitées.

Les prix du marché couvrent l'ensemble des coûts nécessaires à la satisfaction de cette obligation de résultat.

8.2 CONDUITE DES PRESTATIONS

Le Titulaire s'engage à constituer une équipe ayant une excellente connaissance de ce type de projet. Le Titulaire définit seul, sous sa responsabilité, le nombre de membres de son personnel qui seront chargés de la réalisation de ses obligations au titre de l'accord-cadre. Le Titulaire reconnaît que la stabilité de son équipe est déterminante pour la bonne exécution de l'accord-cadre.

Le Titulaire s'engage à ce que les membres de son équipe, ses Sous-traitants et les acteurs clé qu'il a choisi possèdent la compétence, l'expérience et les qualités de probité et de confiance nécessaires à la bonne exécution de ses obligations.

Les éventuels coûts de formation des membres de l'équipe du Titulaire, pour la réalisation des Prestations, seront à la charge exclusive du Titulaire.

L'équipe du Titulaire sera dirigée par le Coordinateur du Titulaire, qui est responsable du bon déroulement de la prestation et sera investi d'une autorité suffisante pour prendre des décisions au jour le jour, au fur et à mesure de l'avancement des Prestations.

La bonne exécution des prestations du présent accord-cadre et de ses dispositions dépend essentiellement de l'expertise du Titulaire et de :

1. la personne qui se trouve nommément désignée par le Titulaire dans son offre pour conduire les prestations (directeur du projet) ;
2. la conformité des autres principaux intervenants aux profils types déposés par le Titulaire dans son offre.

Le Titulaire s'engage en conséquence à maintenir les membres de ses équipes, et notamment le Coordinateur de projet, pendant toute la durée de l'exécution des Prestations qui lui auront été confiées, sauf en cas de maladie, d'incapacité temporaire ou de démission des intéressés. Le Titulaire s'engage aussi à retirer immédiatement de ses équipes tout membre de son personnel ou de ses Sous-traitants qui aurait commis une faute grave dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre.

Dans ces cas, le Titulaire s'engage à désigner un ou des remplaçants de compétences équivalentes, dans les délais nécessaires pour ne pas entraîner de retard sur le projet.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-TIC, en cas de remplacement, le Titulaire doit communiquer immédiatement et par écrit au CNRS les nom et profil du remplaçant, et prévoir une période de recouvrement avec la personne à remplacer suffisante pour assurer la continuité de la prestation.

Le titulaire reste pleinement tenu de satisfaire son obligation de résultat, quand bien même le CNRS n'aurait émis aucun commentaire quant au remplaçant annoncé.

En tout état de cause, le Titulaire s'assurera du transfert du savoir-faire entre la personne remplacée et son remplaçant.

En cas de non-respect caractérisé de ces dispositions, le marché peut être résilié aux torts du titulaire.

8.3 LIEUX D'EXECUTION ET DE LIVRAISON DES PRESTATIONS

Les prestations seront exécutées dans les locaux du titulaire.

Les comités, réunions ou ateliers de spécifications et de conception, nécessitant la présence du CNRS/Inserm, se tiennent sur sites CNRS ou Inserm, voire en visioconférence entre ces sites. Les modalités pratiques sont définies au démarrage du marché. (Adresses indiquées à l'article 1.4 du CCTP).

La livraison des prestations sera effectuée à l'adresse du CNRS indiquée ci-dessous :

Centre National de la Recherche Scientifique

Direction des Systèmes d'Information (DSI)

358, Rue Pierre-Gilles de Gennes

31670 Labège

Les correspondances, réunions et discussions relatives au présent accord-cadre se déroulent en français ; il appartient au Titulaire de désigner, pour l'exécution de l'accord-cadre, une équipe ayant la maîtrise de la langue française.

Le Titulaire s'engage à fournir toute la documentation, rédigée en langue française ou exceptionnellement en anglais si la documentation est inexistante en français, nécessaire à une utilisation et à un fonctionnement satisfaisant des livrables. Cette obligation s'applique tant à la documentation imprimée qu'à celle qui peut s'afficher à l'écran.

8.4 DEPORT DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

Le déport des prestations objet de l'accord-cadre hors du lieu initialement déclaré ne peut se faire qu'avec **l'accord exprès et préalable** du Pouvoir Adjudicateur. Tant que cet accord écrit n'est pas fourni au titulaire, aucun déport ne peut avoir lieu.

Quel que soit le lieu du déport, l'ensemble des contraintes de sécurité et de performance telles qu'elles sont édictées dans les pièces de l'accord-cadre et des marchés subséquents applicables doivent être respectées. Il appartient au titulaire de fournir au Pouvoir Adjudicateur tous les éléments nécessaires à l'appréciation de ces garanties. Si le Pouvoir Adjudicateur estime ces garanties insuffisantes, le déport des prestations sera refusé.

8.5 AUDIT

Le présent article déroge à l'article 24 du CCAG-TIC, auquel ils se substitue intégralement. Il concerne la capacité donnée au CNRS de diligenter un audit indépendant de l'exécution des prestations, tant auprès du Titulaire que de ses sous-traitants, au sens d'acteurs qui exécutent des prestations ou procure des services au Titulaire (Acteurs clés), quand bien même ils n'auraient pas le statut de sous-traitant au sens du Code de la commande publique. Le Titulaire s'assure que les contrats qui le lient à ses partenaires permettent ces audits.

(a) Dispositions générales

L'exécution des prestations est auditable par le CNRS ou par un tiers mandaté par le CNRS.

Le CNRS notifie au Titulaire l'identité de la structure d'audit retenue lorsqu'il s'agit d'un cabinet extérieur, l'objet de la mission, la durée envisagée de la mission et le nom des experts missionnés.

Le Titulaire ne peut s'opposer à la réalisation de l'audit décidé par le CNRS.

Le tiers mandaté peut être un Prestataire d'Audit de la Sécurité des Systèmes d'Information (PASSI) qualifié par l'Agence Nationale de la Sécurité des Systèmes d'Information (ANSSI) ou un Prestataire non qualifié par l'ANSSI.

Le CNRS garantit le Titulaire du respect des règles de déontologie et de confidentialité applicables à la mission d'audit diligentée par ses soins et effectuées par ses propres services ou par un tiers mandaté.

Si le tiers mandaté est un PASSI qualifié par l'ANSSI, il est réputé remplir toutes les garanties en matière de confidentialité, d'indépendance, de déontologie et de compétence. Le Titulaire ne peut alors s'opposer à la désignation de celui-ci qu'en apportant la preuve que tel n'est pas le cas.

Si le tiers mandaté n'est pas un PASSI qualifié par l'ANSSI, le Titulaire ne peut s'opposer à l'audit qu'après avoir dûment motivé auprès du CNRS les motifs et raisons pour lesquelles le tiers mandaté ne satisferait pas au référentiel des exigences en vigueur en détaillant les éléments qu'il reproche au tiers mandaté. Le CNRS peut alors :

- Soit démontrer que ces reproches ne sont pas fondés,
- Soit mandater un autre tiers pour procéder à l'audit.

Il est convenu que l'objet de la mission d'audit programmée sera arrêté par les parties dans le cadre des comités de pilotage. Les résultats de l'audit sont communiqués pour arbitrage au comité de pilotage dont le rôle et la composition seront définis dans le CCTP concerné. Le présent paragraphe n'est pas applicable aux audits conduits suite à un incident de sécurité.

Les opérations d'audit ne doivent pas perturber le bon fonctionnement du Site du Titulaire au-delà des contraintes inhérentes aux procédures auditées.

Le Titulaire communique au CNRS les renseignements demandés au titre de l'audit. Le Titulaire s'engage à collaborer de bonne foi et sans réserve avec tout auditeur ainsi désigné. Ainsi, il facilitera l'accès des auditeurs à tout document ou information ou autre élément utile au bon déroulement de la mission d'audit et lui facilitera sa mission, en particulier en répondant à toute question et en lui accordant l'accès à tous les outils et moyens nécessaires à l'audit. L'auditeur est soumis au secret professionnel et à un engagement de confidentialité et de non-divulgaration des informations recueillies auprès du Titulaire, dans le cadre de sa mission, quel qu'en soit le mode d'acquisition.

La réalisation de tout audit ne pourra en aucun cas constituer ou être interprétée comme une immixtion du CNRS dans les Prestations du Titulaire, ni réduire la responsabilité de ce dernier.

Le projet de rapport d'audit sera soumis au Titulaire qui formulera par écrit ses observations dans un délai de 10 jours ouvrés à compter de sa réception. Elles seront jointes au rapport définitif. Sans observation de sa part dans le délai précité, le rapport d'audit sera considéré comme définitif.

Le rapport d'audit est adressé expressément à chacune des Parties et fera l'objet d'un examen par le Comité de Pilotage.

Le Titulaire s'engage à :

- Permettre aux personnes mandatées par le CNRS, l'accès pendant les heures normales de bureau aux informations nécessaires à l'exécution des audits ou revues,
- Présenter aux auditeurs et aux personnes chargées des revues les documents relatifs à l'exécution du marché, et à répondre à leurs questions,
- Mettre en œuvre les mesures correctives éventuellement nécessaires.

En cas de dysfonctionnement révélé, le Titulaire s'engage à proposer un plan d'actions correctrices qui sera mis en place à ses frais, et s'engage à prendre les mesures nécessaires pour corriger celui-ci, à ses frais, dans un délai maximal de 20 (vingt) Jours à compter de la notification par le CNRS.

(b) Audit portant sur le périmètre intégral de la prestation

Au maximum, deux (2) audits par an sur l'ensemble des prestations peuvent être diligentés.

Le CNRS informe le Titulaire de la mission d'audit et du nom du tiers mandaté au plus tard quinze (15) jours calendaires avant le début de la mission d'audit contractuel.

Le Titulaire s'engage à mettre tout en œuvre pour que l'audit puisse être réalisé dans un délai de cinq (5) Jours calendaires à compter de la date de démarrage fixée par le CNRS dans sa notification.

La charge cumulée de ces audits ne peut excéder quinze (15) jours hommes par année contractuelle d'exécution. Ce plafond n'est toutefois pas applicable à l'audit initial des prestations le cas échéant.

(c) Revue préventive

L'exécution de l'Accord-cadre peut également faire l'objet de revue préventive régulière de la part du CNRS.

Les résultats de ces revues sont communiqués au comité de suivi de l'Accord-cadre pour arbitrage.

Les deux Parties conviennent que le CNRS, après en avoir avisé le Titulaire par écrit, avec un préavis de deux (2) Jours ouvrés, pourra faire procéder par un tiers ou procéder lui-même à un audit de tout ou partie des Prestations en cours de réalisation, des moyens et des conditions d'exécution mis en œuvre par le Titulaire au titre de l'Accord-cadre et ce, à tout moment pendant l'exécution de l'Accord-cadre et sans qu'il soit nécessaire d'en justifier les raisons.

(d) Audit suite à un incident de sécurité

En cas de détection d'un incident de sécurité, le CNRS peut diligenter un audit en lien avec celui-ci. Les deux Parties conviennent que le CNRS, après en avoir avisé le Titulaire par écrit, avec un préavis de deux (2) Jours calendaires, pourra faire procéder par un tiers ou procéder lui-même à un audit.

Si toutefois l'incident est d'une particulière gravité, ce délai peut être réduit à celui strictement nécessaire à l'organisation de l'accès physique des auditeurs aux locaux du titulaire.

(e) Autres audits

Le Cahier des Clauses Techniques Particulières peut prévoir d'autres types d'audit.

8.6 RESPONSABILITE

La responsabilité du Titulaire n'est pas engagée pour retard ou défaillance tenant :

- soit exclusivement au fait du CNRS,
- soit à un cas de force majeure.

Dans un premier temps, les cas de force majeure suspendront l'exécution de l'accord-cadre. Le Titulaire doit mettre tous les moyens en oeuvre pour atténuer les effets et conséquences des cas de force majeure. Après deux mois sans résultat, le présent accord-cadre pourra être résilié par le CNRS.

En outre et au-delà des pénalités contractuelles, les dommages-intérêts dus par le Titulaire pour quelque cause que ce soit ne pourront jamais excéder le montant de deux cents mille (200.000) Euros, sauf cas de faute dolosive ou intentionnelle du Titulaire.

Il est expressément convenu que le plafond de responsabilité s'entend hors pénalités qui seraient éventuellement dues par le Titulaire en cas de non-respect de ses Engagements. Le paiement de pénalités par le Titulaire ne l'exonère pas de son obligation d'indemniser le CNRS en sus pour tout dommage subi par celui-ci.

La limitation de responsabilité ne s'applique pas à la responsabilité pour les dommages causés aux biens, aux personnes physiques, en cas de mort ou de blessures, à la garantie d'éviction, ou en cas de non-respect des obligations de confidentialité.

Le Titulaire assume l'entière responsabilité des conséquences résultant de ses fautes, erreurs ou omissions, ainsi que des fautes, erreurs ou omissions de ses Sous-traitants et acteurs clé, à charge pour le Titulaire de se retourner vers le ou les Sous-traitants et acteurs clé afin de faire valoir leur responsabilité. En aucun cas, le Titulaire n'invoquera la défaillance de l'un de ses Sous-traitants ou acteurs clé pour refuser la mise en cause de sa responsabilité et/ou l'application des pénalités dues au CNRS.

Le Titulaire n'est en aucun cas responsable des retards ou empêchements apportés à l'exécution de l'Accord-cadre dus à un Cas de Force Majeure, à un fait ou une faute du CNRS et de ses représentants.

Le Titulaire garantit le CNRS contre toute action de tiers suite à un manquement du Titulaire à l'une de ses obligations contractuelles.

9 - PENALITES DE RETARD / INTERETS MORATOIRES

En cas de manquement du Titulaire à ses obligations contractuelles, le CNRS se réserve la possibilité d'appliquer les pénalités mentionnées ci-dessous.

Par dérogation à l'article 3.2.1 du CCAG-TIC, lorsqu'un délai est fixé en heures ou en jours, il est décompté dès l'enregistrement de l'évènement dans les outils de suivi mis en place pour l'exécution de l'accord-cadre.

Les pénalités sont applicables, par dérogation à l'article 14.1 du CCAG/TIC, sans mise en demeure préalable et sont notifiées au titulaire. Elles ne sont pas libératoires, les dispositions de l'article 8.6 ci-dessus restant applicables en cas d'application de pénalités.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/TIC, celui-ci dispose d'un délai d'un (1) mois à compter de cette notification pour présenter ses observations.

Passé ce délai d'un mois, le titulaire est réputé avoir accepté les pénalités.

Ces pénalités seront ensuite déduites du montant TTC de la prestation concernée.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/TIC, les pénalités sont applicables dès le premier euro.

9.1 PENALITES DE RETARD

Dans le cadre des dispositions prévues par l'article 14 du CCAG/TIC, lorsque la durée d'exécution de la prestation est dépassée, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité de retard.

Cette pénalité de retard est calculée par application de la formule suivante :

$$P = \left(\frac{V}{200} \right) R$$

dans laquelle :

P = montant des pénalités en Euro hors taxes,

V = valeur pénalisée, correspondant au montant HT de la prestation pénalisée, concernant le MCO la valeur pénalisée, correspondant au montant trimestriel (trois fois le montant mensuel H.T) de la prestation concernée,

R = nombre de jours calendaires de retard.

En cas de retard aboutissant à l'application de pénalités telles que P soit supérieur à 10 % (dix) du paiement relatif à la valeur pénalisée, il pourra être fait application des dispositions de l'article 50.1 du CCAG / TIC.

En tout état de cause, les pénalités de retard sont limitées à 20% (vingt) du montant servant de base au calcul de la pénalité.

9.2 PENALITES LIEES AUX PRESTATIONS DE FORMATION

Dans le cas de retard dans la livraison des supports de formation au CNRS / INSERM, la pénalité suivante s'applique :

$P = 100 * R^2$ (R = nombre de jours ouvrés de retard)

Si le prestataire en charge d'animer la formation n'est pas présent lors de la session de formation, la pénalité suivante s'applique, sauf cas de force majeure ou en cas de prévenance au moins 10 jours ouvrés avant la date de début de la formation :

- Non animation de la formation : coût forfaitaire de 5 000€
- Absence du prestataire pour co-animation de session de formation : 3000€

9.3 AUTRES PENALITES

En complément des dispositions du CCAG-TIC, les pénalités ci-après sont également applicables au présent accord-cadre.

(a) Pénalités pour non-respect des profils déposés à l'appui de l'offre

Au cas où le titulaire ne respecterait pas ses engagements en affectant à l'exécution du marché une ou des personnes dont le profil n'est pas conforme à ceux déposés à l'appui de l'offre, le titulaire encourt une pénalité égale à 5% du montant de la prestation par manquement constaté, sans que cette pénalité ne puisse être supérieure à 50% du montant global de la prestation concernée.

L'application de ces pénalités n'interdit pas au CNRS d'appliquer une réfaction sur le prix des prestations exécutées si la qualité des prestations a été insatisfaisante du fait de ce changement.

Le titulaire sera toutefois dispensé de cette pénalité si, soit :

- Il a informé par écrit le CNRS au préalable en lui proposant un intervenant de substitution disposant de compétences équivalentes, et le CNRS a accepté cette substitution.
- Il démontre que la personne substituée a des compétences au moins équivalentes à celle de la personne dont le CV a été déposé

Le décompte des pénalités est notifié au titulaire qui est admis à présenter ses observations à la personne responsable du marché dans un délai d'un mois à compter de la notification de ce décompte. Passé ce délai d'un mois, le titulaire est réputé avoir accepté les pénalités.

(b) Pénalités pour non-respect des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail

À défaut de correction, dans un délai fixé par l'Article L8222-6 du code du travail, des irrégularités constatées par le CNRS ou par un agent de contrôle, le titulaire du marché s'expose, après mise en demeure, à la résiliation du marché à ses frais et risques ou à l'application d'une pénalité égale à 10% du montant exécuté de l'accord-cadre, dans la limite, selon le cas incriminé, du montant maximum des amendes pouvant être encouru en application des articles L8224-1, L8224-2 et L8224-5 du code du travail.

(c) Pénalités forfaitaires pour manquement à certaines obligations contractuelles

Au cas où le titulaire transférerait sans autorisation préalable du CNRS le lieu d'exécution des prestations (article 8.4 ci-dessus), il encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 500 € (cinq cent Euros).

La non-exécution de l'obligation de ramener au lieu initial sera sanctionnée par des pénalités forfaitaires calculées comme suit à compter de la fin du délai fixé dans la lettre de mise en demeure :

$P = 100€ \times R^2$, avec R = nombre de jours calendaire de retard.

(d) Pénalités en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection

En cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles impliquant des données à caractère personnel, le titulaire encourt une pénalité égale à 2 % du montant exécuté de l'accord-cadre à la date de constatation du manquement (fait générateur). Le montant minimum de la pénalité applicable à ce titre est de 5.000 (dix mille) Euros.

En cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles n'impliquant pas des données à caractère personnel, le titulaire encourt une pénalité égale à 0,5 % du montant exécuté de l'accord-cadre à la date de constatation du manquement (fait générateur). Le montant minimum de la pénalité applicable à ce titre est de 2.500 (deux-mille cinq-cents mille) Euros.

En cas de constatation de plusieurs faits générateurs, les pénalités ainsi établies sont appliquées de façon cumulative.

Ces pénalités ne sont pas exclusives des pénalités encourues du fait d'un retard dans la correction des anomalies ainsi constatées

9.4 INTERETS MORATOIRES

Le Titulaire a droit à des intérêts moratoires pour retard de paiement d'une somme due au titre du marché, sous réserve que le règlement ne soit pas différé du fait d'une défaillance constatée dans la prestation.

Le CNRS est tenu de procéder au règlement des acomptes et du solde dans un délai maximal de 30 jours.

Le délai de règlement se décompte à partir de la date de réception de la facture par le CNRS ou de la date d'acceptation de la prestation si celle-ci est postérieure.

Ces intérêts moratoires seront liquidés conformément à la réglementation applicable en matière de marchés publics.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

10 - DROIT DE PROPRIETE / UTILISATION DES RESULTATS

10.1 CONCESSION DE DROITS SUR LES CONNAISSANCES ANTERIEURES

Conformément à l'article 44.1 alinéa 2 du CCAG-TIC, l'acheteur et le titulaire restent titulaires des droits de propriété intellectuelle portant sur les connaissances antérieures (standard ou non). Les parties conviennent que le titulaire concède au CNRS un droit d'utilisation sur ses connaissances antérieures (standard ou non), non exclusif, transférable à un tiers, en tout ou partie, par tout moyen et sur toutes formes, uniquement lorsque ces dernières sont nécessaires à l'utilisation des résultats tels que définis ci-après. Cette concession est comprise dans le prix du marché. Les droits sont concédés pour la même durée que les droits d'utilisation portant sur les résultats.

10.2 REGIME DES DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE OU DES DROITS DE TOUTE AUTRE NATURE RELATIFS AUX RESULTATS A L'EXCLUSION DES LOGICIELS STANDARDS

Le présent article déroge à l'article 46 du CCAG-TIC dans son intégralité et s'y substitue.

(a) Finalités et besoins d'utilisation des résultats

Le titulaire du marché accorde au titre du présent article à l'acheteur, les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées dans le cadre du marché, quand bien même elles n'auraient pas été expressément prévues dans le marché.

Les besoins d'utilisation de l'acheteur comprennent le droit de :

- ✓ Publier et utiliser les résultats consistant en des documents préparatoires, tels que plans, études préalables ou spécifications, pour la mise en oeuvre des besoins auxquels ils répondent ;
- ✓ Évaluer ou faire évaluer par tout tiers à tout moment les résultats
- ✓ Pouvoir procéder aux opérations d'archivage public ;
- ✓ Permettre à tout service au sein de la même personne morale que l'acheteur de pouvoir utiliser les résultats dans les mêmes conditions et finalités d'utilisation ;
- ✓ Assurer ou faire assurer par tout tiers l'évolution de tous résultats, en ce compris réaliser ou faire réaliser par tout tiers, la maintenance (corrective, préventive, adaptative et évolutive) des résultats consistant en des logiciels ;
- ✓ Transférer les droits sur les résultats à tout tiers bénéficiaire d'un transfert de compétences de l'acheteur.
- ✓ Céder les droits sur les résultats à tout tiers à quelque titre que ce soit, et à quelques conditions que soit, ainsi que la possibilité de pouvoir les diffuser sous une licence libre / open source lorsqu'une telle licence existe pour le résultat.

Le régime de confidentialité des résultats est défini le cas échéant dans les documents particuliers du marché.

(b) Droits de l'acheteur

(i) Résultats protégés par un droit de propriété littéraire et artistique

Le titulaire du marché cède à l'acheteur les droits patrimoniaux des droits d'auteur ou des droits voisins des droits d'auteur afférents aux résultats, pour les finalités et besoins d'utilisation mentionnés au présent article tels qu'applicables au marché.

Cette cession des droits couvre les résultats, à compter de leur livraison et sous condition résolutoire de la réception des prestations, pour le monde entier et pour la durée légale des droits d'auteur ou des droits voisins du droit d'auteur. Les droits cédés portent également sur :

- Les adaptations des logiciels appartenant au CNRS entraînant la création d'une oeuvre dérivée,
- Les logiciels spécifiques développés au titre du présent accord-cadre,
- Les bases de données incluses, le cas échéant, dans les résultats
- Les développements spécifiques, les livrables, les documentations et les études livrées, et plus généralement sur les travaux de toute nature réalisés dans le cadre du présent accord-cadre.

Ces droits comprennent, dans le respect des droits moraux, l'ensemble des droits patrimoniaux de reproduction, de représentation et de distribution, et notamment les droits d'utiliser, d'incorporer, d'intégrer, d'adapter, de modifier, d'arranger, de corriger, de traduire les résultats en toutes langues, en tout ou en partie, en l'état ou modifiés pour les finalités et besoins d'utilisation mentionnés au présent article, tels qu'applicables au présent accord-cadre, et ce quels que soient les modes d'exploitation retenus par le CNRS.

Cette cession de droit doit être également applicable au cas de la mise en oeuvre de logiciels dits « du monde libre » (Open Source, GNU, ...), avec prise en compte, sur la durée de l'accord-cadre, des obligations légales s'appliquant dans ce domaine. Le Titulaire valide préalablement l'usage de logiciels libre auprès du CNRS

Le droit de reproduction comporte, dans le respect des droits moraux, notamment le droit de reproduire les résultats, pour quelque usage que ce soit, par quelque procédé que ce soit, connu ou inconnu y compris non prévisible, sur tout support actuel ou futur et sans limitation de nombre tel que papier, électronique, numérique, analogique, magnétique, optique, vidéographique, pour toute exploitation, y compris en réseau sans limitation de nombre, en tout ou partie, en l'état ou modifiés, par tous procédés et sur tous supports.

Le droit de représentation et de distribution comporte, dans le respect des droits moraux, notamment le droit de communication au public et de mise à disposition du public des résultats, en tout ou partie, directement ou indirectement, en l'état ou modifiés, par tous moyens, modes et procédés, connus ou inconnus, sous toute

forme, et auprès du public en général ou de catégories de public en particulier, de manière que chacun puisse y avoir accès de l'endroit et au moment qu'il choisit individuellement.

Les droits portant sur les résultats qui ont la forme de logiciels comportent, en outre, notamment les droits d'évaluer, d'observer, de tester, de dupliquer, de charger, d'afficher, de stocker, d'exécuter, de modifier, d'arranger, décompiler, assembler, transcrire tout ou partie des résultats, d'en faire la maintenance préventive, corrective, adaptative et évolutive, d'en réaliser de nouvelles versions ou de nouveaux développements, de le traduire en toute langue, transcrire dans tout langage de programmation, configurer, interfacer avec tout logiciel, base de données, produit informatique, d'en réutiliser les algorithmes à toutes fins, d'en intégrer tout ou partie vers ou dans des œuvres existantes ou à venir, faire tous actes aux fins d'interopérabilité avec d'autres systèmes créés de manière indépendante.

Le droit de reproduction comporte, le droit de reproduire les résultats, sans limitation de nombre, en tout ou partie, en l'état ou modifiés, par tous procédés et sur tout support y compris pour les supports non prévisibles ou inconnus à la date de signature de l'accord-cadre, en vue d'une exploitation notamment à titre commercial.

Le droit de représentation et de distribution comporte le droit de communication au public et de mise à disposition du public des résultats, en tout ou partie, en l'état ou modifiés, par tous moyens, modes et procédés y compris non prévisibles ou inconnus à la date de signature de l'accord-cadre, en vue d'une exploitation notamment à titre commercial.

Ces droits sont cédés au CNRS à la date de réception des prestations ou de liquidation judiciaire et sous réserve du complet paiement des sommes dues, pour toute la durée légale de protection des droits d'auteur et en tous lieux, tant en France qu'à l'étranger.

Le prix de cette cession de droits est forfaitairement compris dans le montant du marché.

Le CNRS s'engage à respecter le droit moral des auteurs, y compris dans le cadre de l'exploitation des résultats.

Dans le cas où tout ou partie de ces résultats serait réalisé par un sous-traitant éventuel du Titulaire, ce dernier s'engage à en acquérir tous les droits patrimoniaux. À ce titre, le Titulaire s'engage expressément à ne prévoir aucune clause contraire aux dispositions ci-dessus qui pourrait figurer dans ses contrats de sous-traitance et à rendre les droits cédés au CNRS opposables aux tiers dans tous les territoires où les droits sont protégés.

La présente cession est consentie à titre **exclusif**,

Le Titulaire s'engage expressément à ne pas utiliser les développements spécifiques et livrables visés au présent Article pour ses besoins propres, ni à les commercialiser.

Il est entendu qu'aucune obligation d'exploitation des résultats incombe au CNRS.

Dans le cas de réversibilité, les conditions d'utilisations des développements spécifiques, corrections et modifications par le CNRS, directement ou indirectement, se poursuivront aux mêmes termes et conditions jusqu'à la recette de la réversibilité.

Le Titulaire conserve ses droits sur le savoir-faire, les méthodes et l'expérience qu'il détenait avant la notification de l'accord-cadre et sur le savoir-faire, les méthodes et l'expérience qu'il pourrait acquérir au cours de l'exécution de l'accord-cadre. Toutefois, en ce qui concerne le savoir-faire et les méthodes acquis dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre, le CNRS pourra les utiliser pendant et après la durée de validité de l'accord-cadre.

Le titulaire s'interdit de procéder à tout dépôt ou réservation de marque ou de signes distinctifs (y compris noms de domaine ou comptes de réseaux sociaux) pouvant générer un risque de confusion avec l'acheteur, ses services ou produits et s'interdit de déposer ou réserver sur les résultats mentionnés aux dans le présent document tout droit ou titre de propriété industrielle, en France ou à l'étranger, de nature à limiter ou rendre plus onéreux l'exercice des droits de l'acheteur.

Le Titulaire et ses sous-traitants s'engagent à n'entreprendre aucune action ou à n'effectuer aucun usage de logiciels ou progiciels qui pourrait constituer une violation de la licence concédée au Titulaire par les éditeurs, ou un autre acte de contrefaçon. En cas d'expiration de l'accord-cadre, quelle qu'en soit la cause, et sur demande du CNRS, le Titulaire s'engage à accorder ou faire accorder immédiatement au CNRS une licence d'utilisation desdits logiciels ou progiciels de tiers pour la durée de protection des droits de propriété intellectuelle de ceux-ci, et pour le monde entier. En cas de refus du tiers concerné, le Titulaire s'engage à proposer une solution équivalente pour permettre au CNRS d'utiliser les résultats.

Les codes sources des progiciels propriété du Titulaire et des logiciels du « monde libre » sont remis au CNRS en fin d'exécution du marché. Le titulaire s'assurera de n'utiliser des progiciels propriété de tiers qu'après s'être assuré que les codes sources en sont déposés par l'éditeur auprès d'un organisme habilité, connu du CNRS.

Préalablement à toute mise en œuvre de code de tiers, logiciels ou progiciels, le Titulaire validera cet usage avec le CNRS.

(ii) Résultats protégés par un droit de propriété industrielle relatif à des inventions et connaissances techniques :

Le titulaire informe l'acheteur de tout résultat qui aurait été identifié comme étant raisonnablement susceptible de faire l'objet d'une protection par un titre de propriété industrielle relatif à des inventions et connaissances techniques.

Le titulaire du marché autorise le pouvoir adjudicateur à déposer toute demande ou titre de propriété industrielle pour protéger les résultats, au nom et frais du pouvoir adjudicateur. Le titulaire du marché fait toute diligence pour permettre au pouvoir adjudicateur de procéder aux dépôts des titres de propriété industrielle. À ce titre, il communique au pouvoir adjudicateur les informations et autorisations nécessaires pour obtenir les droits de propriété industrielle afférents aux résultats.

Dans l'hypothèse où des titres auraient fait l'objet d'un dépôt, le titulaire du marché cède au pouvoir adjudicateur (i) la propriété pleine et entière des titres de propriété industrielle et des demandes de titres afférents aux résultats qu'il a déposés, (ii) le droit de priorité unioniste éventuellement attaché aux titres de propriété industrielle et aux demandes de titres, (iii) le droit d'intenter toute action pour tout acte de contrefaçon, de concurrence déloyale ou de parasitisme antérieur ou postérieur à la date de signature du marché.

(iii) Régime des données :

Les données intégrées ou générées dans le cadre du présent marché sont confidentielles et appartiennent exclusivement à l'acheteur. Le Titulaire dispose d'un accès aux données dans le cadre de l'exécution du présent marché aux seules fins de son exécution. Le Titulaire s'interdit d'en faire un quelconque usage, direct ou indirect, en dehors des prestations du présent marché, sauf autorisation préalable et expresse de l'acheteur.

(iv) Exercice des droits :

Pour permettre à l'acheteur d'exercer les droits qui lui sont accordés sur les résultats au titre de l'accord-cadre, le titulaire livre spontanément et au fur et à mesure de l'exécution des prestations, l'ensemble des éléments nécessaires à cet exercice, ainsi que leurs mises à jour ou évolutions au cours du marché, tels que :

- Pour les logiciels :
 - ✓ Les codes exécutables ;
 - ✓ La documentation, les documents de cadrage et suivis de projet sous format numérique (support magnétique, optique ou supports de stockage électronique) ;
 - ✓ les codes sources et la documentation associée des résultats, connaissances antérieures et connaissances antérieures standards lorsque ces connaissances antérieures standards sont placées sous une licence le permettant telle qu'une licence libre/open-source, sont livrés simultanément à la remise du code objet sous la forme d'un ou plusieurs supports électroniques contenant le code générateur, ainsi que l'ensemble des informations nécessaires à toute prestation ultérieure destinée à assurer la maintenance, y compris évolutive de ces éléments.
- Pour les autres œuvres (créations graphiques, images, films, musique, etc.)
 - ✓ Les fichiers sources et natifs dans un format ouvert
 - ✓ Le titulaire ne peut imposer la confidentialité notamment des codes sources livrés
 - ✓ La propriété matérielle de ces éléments est transférée à l'acheteur. Elle est comprise dans le prix du marché.

(v) Stipulations finales :

De manière générale, le titulaire ne peut opposer ses droits ou titres de propriété intellectuelle ou ses droits de toute autre nature à l'utilisation des résultats et des connaissances antérieures, lorsque celle-ci est conforme aux besoins d'utilisation applicables au marché.

Le titulaire ne peut notamment opposer aucun droit portant sur l'apparence graphique, les enchaînements et intitulés de menus ou de commandes qui seraient de nature à limiter les besoins d'évolution, d'adaptation, de traduction ou d'incorporation des résultats à des fins notamment d'interopérabilité avec d'autres systèmes et logiciels.

Le titulaire autorise l'acheteur à extraire et réutiliser librement les bases de données incluses dans les résultats, notamment en vue de la mise à disposition des informations publiques à des fins de réutilisation à titre gratuit ou onéreux.

En cas de cessation du marché pour quelque cause que ce soit, l'acheteur conserve les droits d'utilisation applicables au marché.

L'acheteur a la possibilité de sous-céder, sous-licencier ou de sous-traiter la mise en oeuvre des résultats, connaissances antérieures et connaissances antérieures standards pour son propre compte, dans les limites de l'objet du marché.

L'acheteur peut librement publier les résultats sous réserve des éventuelles obligations de confidentialité fixées par les documents particuliers du marché et que cette publication ne constitue pas une divulgation au sens du droit de la propriété industrielle.

L'existence de restrictions au droit de publier les résultats ne fait pas obstacle à la publication d'informations générales sur l'existence du marché et la nature des résultats.

Les limites au pouvoir de publication ne s'opposent pas à la possibilité, pour l'acheteur, pour la mise en oeuvre de ses droits, de communiquer à un tiers ces résultats, en tout ou partie, dans le respect de l'article 5.1 du CCAG/TIC.

Toute publication doit mentionner le nom du titulaire et des auteurs.

10.3 ASSISTANCE DUE PAR LE TITULAIRE A L'ISSUE DE L'ACCORD-CADRE

Pendant une période de deux ans, le titulaire du marché est tenu de fournir, sur la demande du pouvoir adjudicateur, l'assistance indispensable à l'exercice des droits nécessaires à l'exploitation des résultats.

Le titulaire du marché doit notamment :

- a) Remettre dans un délai maximum de deux mois à partir de la réception de la demande tous dessins, plans, documents, gabarits, et maquettes, nécessaires pour la mise en oeuvre des résultats, ce délai pouvant être prolongé par le pouvoir adjudicateur, à la demande du titulaire du marché, pour les éléments qui ne sont pas en état d'être mis à la disposition sans travail complémentaire substantiel ;
- b) Assister par ses conseils techniques et le concours temporaire de son personnel spécialisé, ainsi que par la communication de tous procédés de fabrication et savoir-faire qui seraient nécessaires à l'utilisation des résultats.

10.4 GARANTIES DES DROITS

En complément de l'article 46.4.2 du CCAG-TIC, il est précisé que :

- ✓ Le Titulaire garantit au CNRS la jouissance pleine et entière, et libre de toute servitude, de l'ensemble des **droits cédés dans le cadre du présent accord-cadre**. Il garantit notamment au CNRS la jouissance paisible des progiciels (y compris les progiciels de tiers), développements spécifiques, des livrables et de toutes leurs évolutions et plus généralement de tous les résultats qui sont cédés dans le cadre du présent accord-cadre, d'une part, et que tout ou partie de ceux-ci ne constitue pas une violation des droits de propriété intellectuelle appartenant à des tiers, ni un quelconque fait de concurrence déloyale ou parasitaire, d'autre part.
- ✓ **De manière générale, le Titulaire s'engage à ne pas opposer ses droits, titres de propriété intellectuelle ou autres prérogatives, à l'exploitation des résultats convenus dans l'accord-cadre.**
- ✓ Le Titulaire s'engage à indemniser le CNRS de tous dommages tels que notamment la perte de jouissance qui pourrait résulter d'une telle action.
- ✓ **Les dispositions ci-dessus sont soumises à la condition expresse que le CNRS ait notifié au Titulaire, dans un délai raisonnable, l'action, la réclamation, la revendication ou la déclaration ayant précédé le litige.**

10.5 AUTORISATIONS

Le Titulaire fera son affaire de l'obtention et du maintien des autorisations éventuellement nécessaires pour les besoins de l'exécution des Prestations de la part de tous tiers et, notamment, des Titulaires des droits de propriété intellectuelle et industriels relatifs à l'ensemble des éléments du système d'information qui lui est confié.

De même, chaque Partie s'engage, en cas d'utilisation de logiciels ou autres éléments protégés par un droit d'auteur, dont l'autre Partie détiendrait un droit d'usage et pour lesquels elle a obtenu l'autorisation de leur

utilisation, à respecter scrupuleusement cette autorisation. Chaque Partie est responsable de toute infraction commise par elle et des conséquences d'éventuelles actions en contrefaçon, de concurrence déloyale ou de parasitisme qui pourraient être diligentées contre l'autre Partie en raison de la faute de l'autre Partie.

10.6 ŒUVRES PREEXISTANTES, FICHIERS

Dans la mesure où, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre, le CNRS met à la disposition du Titulaire des progiciels, logiciels du « monde libre », développements spécifiques, fichiers de données ou, d'une manière générale, des éléments soumis au régime de la propriété intellectuelle, la reproduction ou l'utilisation par le Titulaire, à d'autres fins que l'exécution du présent accord-cadre, des éléments ci-dessus est interdite sans autorisation écrite et préalable du CNRS.

Le CNRS s'engage à disposer des droits nécessaires à cette mise à disposition ou à prendra toutes les dispositions, notamment contractuelles, nécessaires à cette mise à disposition. Le Titulaire s'engage à ne pas porter atteinte aux droits du CNRS de quelque façon que ce soit et à faire prendre le même engagement à son personnel et ses sous-traitants éventuels affectés à l'exécution du marché.

Le Titulaire reconnaît et s'engage à n'utiliser ces logiciels mis à sa disposition au titre du présent accord-cadre que dans le seul cadre de l'exécution de l'accord-cadre et à ne pas procéder à des copies non autorisées. La mise à disposition des logiciels par le CNRS au Titulaire n'entraîne aucun transfert de propriété. Le Titulaire assurera le suivi de la maintenance fournie par les éditeurs avec lesquels le CNRS a conclu des contrats de maintenance. Dans ce cadre, le Titulaire s'engage à exiger des éditeurs susvisés l'exécution de toutes leurs obligations de nature corrective et évolutive au titre de ces contrats. Dans le cas où une Anomalie proviendrait d'un logiciel fourni par un tiers, le Titulaire fera le nécessaire auprès des éditeurs concernés afin qu'ils interviennent pour corriger l'Anomalie dans les délais contractuellement fixés avec l'éditeur.

À défaut, l'accord-cadre concerné peuvent être résiliés aux torts du Titulaire.

10.7 RESTITUTION DES ELEMENTS REMIS

En cas de cessation des relations contractuelles pour quelque cause que ce soit, le Titulaire restituera au CNRS dans un délai maximum d'un (1) mois à compter de la date de cessation, les éléments (données, documentations, programmes, fichiers ...) qui lui auront été remis par le CNRS en vue de l'exécution des Prestations de l'accord-cadre.

La restitution s'effectuera par mise à disposition des éléments susvisés notifiée par le Titulaire au CNRS par lettre recommandée avec accusé de réception.

Lors de la restitution, les Parties s'engagent à signer un procès-verbal de restitution.

11 - RECEPTION / VERIFICATION DES PRESTATIONS

L'admission est l'acte par lequel le pouvoir adjudicateur accepte avec ou sans réserve, les prestations exécutées. Le titulaire ne peut prétendre au paiement des prestations qu'à l'issue des opérations de vérification.

Le point de départ du délai de vérification est la date de notification, par le titulaire, de la mise à disposition des développements sur l'outil ou l'environnement du CNRS selon les modalités stipulées à l'art 5.6 du CCTP livret 1, pour ce qui concerne la réalisation d'évolutions. En ce qui concerne les autres prestations, les dispositions de l'article 30.1 du CCAG/TIC s'appliquent

Par dérogation à l'article 30.3 du CCAG/TIC, le pouvoir adjudicateur n'avise le titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications que si celui-ci en a fait la demande.

Vérifications qualitatives

Par dérogation à l'article 32.3 du CCAG-TIC, le délai imparti au Pouvoir adjudicateur pour procéder à la vérification d'aptitude (VA) et notifier sa décision est de trois mois maximum à compter la plus tardive des deux dates suivantes :

- La date de livraison contractuelle,
- La date de notification de l'écrit par lequel le titulaire avise le pouvoir adjudicateur que les prestations sont prêtes à être vérifiées ou, de la date de notification par le titulaire du procès-verbal de mise en ordre de marche au pouvoir adjudicateur.

Toute déclaration d'anomalie en recette, dans les quinze (15) jours calendaires avant la date théorique de VA, reporte la date limite concernée de sept (7) jours calendaires. Les dispositions ainsi décrites s'appliquent également par rapport à la nouvelle date de VA.

Lorsque la VA est prononcée, tous les délais de vérifications impartis au Pouvoir adjudicateur pour procéder à l'admission sont suspendus jusqu'à la mise en production de la prestation.

Par dérogation à l'article 32.3 du CCAG/TIC, la Vérification de Service Régulier débute à compter de la mise en production.

La vérification de service régulier a pour objet de constater que les prestations fournies sont capables d'assurer un service régulier dans les conditions normales d'exploitation prévues dans les documents particuliers du marché.

Par dérogation à l'article 32.4 du CCAG/TIC, la régularité du service s'observe pendant trois mois, à partir du jour de la mise en production de la prestation livrée.

Toutefois, lorsque l'exécution d'une prestation ne produit pas un livrable faisant l'objet d'une mise en production (MCO, Études...), la VSR peut être prononcée concomitamment à la VA.

Par dérogation à l'article 33.2.2 du CCAG/TIC, le CNRS dispose d'un délai de trente (30) jours pour notifier sa décision.

Admission avec réserves

En compléments des dispositions de l'article 34 du CCAG-TIC, le Pouvoir adjudicateur peut prononcer, lorsque les prestations livrées présentent des anomalies résiduelles mineures, prononcer une admission avec réserves, par une décision motivée listant les anomalies concernées et le délai imparti au Titulaire pour les corriger.

Si les anomalies sont corrigées dans le délai ainsi accordé, l'admission est réputée être intervenue à la date de la décision avec réserves.

A l'issue du délai ainsi octroyé, le Pouvoir adjudicateur peut prononcer l'une des décisions mentionnées à l'article 34 du CCAG-TIC.

12 - GARANTIE

Par dérogation à l'article 36 du CCAG-TIC, la garantie des livrables livrés par le titulaire s'exerce jusqu'à **six (6) mois** après la VSR (Vérification de Service Régulier) de chaque bon de commande.

Elle couvre :

- a) la garantie de conformité des logiciels aux spécifications annoncées,
- b) la garantie de non-régression des logiciels déjà en place.

Jusqu'à la fin de la garantie, le titulaire est engagé, dans le cadre des montants du marché et des bons de commandes notifiés, à :

- c) assurer la correction des anomalies détectées dans les livrables et la livraison des nouvelles versions correctives,
- d) assurer la correction des anomalies détectées dans les livrables des autres commandes notifiées,
- e) garantir un niveau de qualité de services minimal aux utilisateurs,
- f) mettre à jour l'ensemble des livrables contractuels touchés par ces corrections,
- g) continuer à transférer la connaissance technique sur les procédés (modes opératoires, solutions outillées, méthodes et procédures de travail) aux équipes du CNRS.

En cas de changement de prestataire après la fin de l'exécution du marché, le Titulaire est tenu, dans le cadre du montant du marché et pour une période de trois (3) mois après la VSR de chaque bon de commande, de répondre dans les meilleurs délais à **toutes demandes d'informations du CNRS** ou de communiquer au CNRS tout résultat indispensable au maintien en conditions opérationnelles du système et de permettre ainsi au CNRS d'assurer les points c) à g) ci-dessus.

Si, à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas fourni toutes les informations qui lui ont été demandée, ce délai est prolongé jusqu'à la complète fourniture de celles-ci.

Le maintien en conditions opérationnelles des éléments composants les Prestations et Livrables ne commencera, le cas échéant, qu'à l'issue de cette période de garantie.

13 - MODALITES DE COMMANDE, DE FACTURATION ET DE PAIEMENT DES PRESTATIONS

13.1 BONS DE COMMANDE

Des bons de commande seront adressés au titulaire par le CNRS, afin de lui notifier chacune des prestations à exécuter.

Les bons de commande seront émis par le CNRS sans demande préalable de devis au titulaire.

Ils seront notifiés au titulaire, par le CNRS en envoi recommandé avec accusé de réception ou par tout autre moyen probant de certification de la date.

Les bons de commande notifiés dans le cadre ci-dessus par le CNRS mentionnent, le prix forfaitaire défini au marché ou le prix moyen de l'unité d'œuvre porté au bordereau de prix et le nombre de ces unités d'œuvre, le délai d'exécution de la prestation commandée.

Le nombre d'unités d'œuvre résulte de l'application du mécanisme d'évaluation des charges **déposé par le titulaire dans son offre**. Ce mécanisme d'évaluation des charges doit pouvoir être appliqué sans ambiguïté par le CNRS sans avoir recours à l'analyse du code.

Des modalités particulières de vérification peuvent être précisées sur le bon de commande.

Chaque bon de commande comporte :

- Ⓢ la référence du présent marché, sous la forme (bfc 020XXXXX)
- Ⓢ le numéro et la date d'émission de la commande,
- Ⓢ la dénomination de la prestation concernée
- Ⓢ la désignation de la demande du CNRS
- Ⓢ la quantité d'unités d'œuvre commandée
- Ⓢ le délai d'exécution de la prestation ou la date de livraison attendue,
- Ⓢ Le prix des prestations commandées
- Ⓢ Le montant total hors-taxes
- Ⓢ le taux et le montant de la TVA,
- Ⓢ le montant TTC,

Le montant cumulé des bons de commande notifiés par le CNRS est limité au montant maximum hors taxes du marché, soit **142 999,00 Euros HT**.

Aucune indemnité d'attente ne sera due par le CNRS au cas où des commandes de prestations ne seraient pas effectuées dans les délais prévus par le planning de mise en œuvre initial.

Aucune indemnité de dédit ne sera due par le CNRS au cas où le cumul des bons de commande émis n'atteindrait pas le maximum du marché.

13.2 REGLEMENTS

Le règlement des sommes dues sera effectué sur présentation d'une facture visée par la Directrice de la DSI ou son représentant pour attestation de service fait.

Les demandes de règlement du Titulaire devront être établies en référence aux Prestations et aux bons de commande, conformément aux dispositions du présent article.

Sur chaque demande de règlement, devront apparaître, outre les indications prévues par la réglementation, les renseignements suivants :

- Le numéro d'engagement juridique communiqué lors de la notification du marché ou figurant sur le bon de commande notifié par le CNRS (numéro porté sur le bon de commande, sous la forme **0399L0XXXXX**),
- Le code service CPP de l'entité CNRS facturée : **MOY1678_1**,
- **les numéros de SIRET du Titulaire et du CNRS (180.089.013.03720)**,
- les références du marché concerné (numéro du marché porté sur le bon de commande, sous la forme 020XXXXX),
- les nom et adresse du destinataire des prestations,
- la désignation de la prestation assurée,
- le montant hors taxes, ainsi que le taux et le montant de base de calcul de l'acompte demandé le cas échéant,
- le taux et le montant de la TVA,
- le montant toutes taxes comprises,
- la date d'exigibilité,
- le numéro de compte bancaire ou postal du Titulaire.

13.3 ADRESSE DE FACTURATION

Conformément aux articles D. 2192-1 à R. 2192-3 du code de la commande publique relatifs à la facturation, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro.

Au choix du créancier, cette transmission est effectuée selon l'une des trois modalités suivantes :

- Par flux d'échange de données informatisées. Dans ce cas, les formats acceptés sont ceux qui figurent à l'adresse suivante : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>
- Par dépôt au format PDF
- Par saisie en ligne dans le portail <https://portail.dgfip.finances.gouv.fr/cpp/>

En cas de désaccord sur une partie de la facture, le CNRS s'oblige à payer, dans les conditions prévues ci-dessus, la partie non contestée.

L'Ordonnateur chargé d'émettre le titre de paiement est le Délégué Régional du CNRS en région Occitanie Ouest : 16, avenue Édouard Belin - BP 24367 - 31055 Toulouse cedex 4

Le Comptable assignataire de la dépense est l'Agent Comptable Secondaire de la Délégation Occitanie Ouest - BP 24367 - 16, Avenue Édouard Belin - 31055 Toulouse cedex 4.

La personne habilitée à fournir les renseignements prévus par la réglementation sur le nantissement des marchés est le Délégué Régional du CNRS en région Occitanie Ouest.

13.4 AVANCE

Pour l'application de l'article 11.1 du CCAG-TIC, l'option **B** est retenue.

Le titulaire, en ce qui concerne l'avance prévue aux articles L2191-2, R2191-3 à R2191-19 du Code de la Commande Publique au titre des prestations exécutées directement sur la base du présent accord-cadre, déclare dans l'acte d'engagement si il accepte ou renonce au versement de l'avance.

Le montant de l'avance, si elle est demandée, est fixé au taux minimal prévu à l'article R.2191-7 du code de la commande publique, appliqué au montant TTC de chacun des bons de commande dont le montant est supérieur à 50.000 € H.T et dont la durée d'exécution est supérieure à deux mois.

Le remboursement de l'avance versée à la notification du bon de commande ouvrant droit à un tel versement sera effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au(x) titulaire(s). Il commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du bon de commande atteint ou dépasse 65% du montant initial du marché. Il doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80% du montant toutes taxes comprises du bon de commande.

13.5 ACOMPTES

Des acomptes pourront être versés à terme échu conformément aux articles R2191-20 à R2191-22 du Code de la commande publique.

Pour chaque bon de commande, le montant cumulé des acomptes effectués ne pourra jamais être supérieur à 95 % du montant des prestations réellement exécutées et acceptées par le CNRS.

13.6 SOLDE

Le solde de chaque bon de commande notifié sera versé à l'issue de la vérification de service régulier, sur attestation de service fait par la Directrice de la DSI ou de son représentant. Le paiement du solde d'un bon de commande a le caractère de paiement partiel définitif, au sens de l'article R2191-26 du Code de la commande publique, pour le dit bon de commande.

14 - CONFIDENTIALITE

14.1 OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE

Sans préjudice des informations ou supports classifiés, des informations ou supports portant la mention Diffusion Restreinte ou des informations ou supports sensibles au sens des instructions interministérielles n°901 et 1300, toutes les informations et données et tous les renseignements, documents et objets, quel qu'en soit la forme ou la nature, écrits ou oraux, qui seraient communiqués au Titulaire et à l'ensemble de ses intervenants dans le cadre de l'exécution du marché devront être considérés comme strictement confidentiels au sens de l'article 5.1 du CCAG-TIC.

Le Titulaire s'engage et engage ses personnels à ne faire aucune divulgation, sous quelque forme que ce soit, sans autorisation du pouvoir adjudicateur, de tout élément connu dans le cadre du présent marché, en dehors des communications strictement indispensables à l'exécution du présent marché.

Le titulaire s'oblige à aviser immédiatement le CNRS de tout projet de modification relatif à une éventuelle restructuration industrielle et de tout audit de son entreprise de nature à remettre en cause les conditions d'exécution du marché qui le lient au CNRS.

14.2 PROTECTION DES DONNEES

En complément de l'article 5.2 du CCAG-TIC, il est précisé que :

Certaines données transmises par le pouvoir adjudicateur au Titulaire en application du présent marché sont directement ou indirectement identifiantes et constituent des données à caractère personnel.

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du présent marché.

La réalisation des prestations par le Titulaire et ses sous-traitants doit ainsi respecter l'ensemble des exigences liées à la protection des données personnelles conformément aux dispositions de la loi n°78-17 du

6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et du règlement européen n°2016/679 sur la protection des données. Le Titulaire s'assure également que les modalités d'exécution des prestations assurées par ses sous-traitants et fournisseurs, et en particulier les acteurs clé, lui permettent de garantir le respect de ses obligations

Le Titulaire, ses sous-traitants et les acteurs clé assurent et préservent la sécurité, la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience des systèmes de traitement et des données contenues.

A ce titre, le Titulaire veille à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à en respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité.

Le Titulaire, ses sous-traitants et les acteurs clés s'obligent à prendre toutes précautions utiles afin de les protéger contre toute destruction accidentelle ou illicite, perte, altération, diffusion et de garantir que les données ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement et atténuer les éventuelles conséquences négatives d'une faille de sécurité.

Il met à la disposition du pouvoir adjudicateur toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues au présent article et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le pouvoir adjudicateur, ou tout auditeur dûment mandaté par lui, et il contribue à ces audits en tant que de besoin.

Le Titulaire s'engage à communiquer au pouvoir adjudicateur dans les meilleurs délais, et si possible 48 heures au plus tard après en avoir pris connaissance, la survenance de toute faille de sécurité ayant des conséquences directes sur le traitement des données personnelles ou sur le fonctionnement du système de traitement. Il lui fournit notamment toute information relative à la nature de la violation, au nombre de personnes concernées, aux catégories et au nombre d'enregistrements de données à caractère personnel concernés, ainsi qu'aux conséquences probables de la violation, aux mesures prises pour y remédier et atténuer les éventuelles conséquences négatives. Il conserve en outre tout document relatif à la violation de données, ses effets et les mesures prises pour y remédier.

Par ailleurs, il s'engage à coopérer avec le pouvoir adjudicateur, par des mesures techniques et organisationnelles appropriées, dans toute la mesure du possible, à permettre l'exercice, par les personnes concernées, de leurs droits d'accès, d'opposition, de rectification ou de suppression prévus par la réglementation.

Le titulaire communique au pouvoir adjudicateur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données

Le Titulaire s'engage à ne pas conserver les données au-delà de la durée définie à l'Article 10.7 et à ne procéder à leur destruction qu'après restitution au pouvoir adjudicateur telle que définie par l'Article 10.7 et accord express et écrit de celui-ci.

Le Titulaire ne peut sous-traiter l'exécution des prestations à une autre société ni procéder à une cession du marché sans l'accord écrit préalable du pouvoir adjudicateur et dans le respect de la réglementation applicable.

En cas de changement de sous-traitance ayant un impact sur les données à caractère personnel et sur le niveau d'engagement du Titulaire au titre du présent accord, ce dernier s'engage à mettre en place la procédure idoine de notification et d'acceptation par le pouvoir adjudicateur.

14.3 MESURES DE SECURITE

En complément de l'article 5.3 du CCAG-TIC, il est précisé que lorsque les prestations sont à exécuter dans un lieu où des mesures particulières de sécurité s'appliquent, ou sur des données considérées comme sensibles au titre des différents documents constitutifs du marché, le titulaire est tenu de se conformer aux dispositions édictées.

Le titulaire ne peut prétendre, de ce chef, ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix, à moins que les informations ne lui aient été communiquées que postérieurement au dépôt de son offre et s'il peut établir que les obligations qui lui sont ainsi imposées nécessitent un délai supplémentaire pour l'exécution des prestations prévues par le marché ou rendent plus difficile ou plus onéreuse pour lui l'exécution de son contrat.

14.4 MESURES DE PORTEE GENERALE

Les personnels du Titulaire participant aux prestations du présent marché ne devront en aucune façon accéder à des informations classifiées.

L'exécution du marché peut conduire le Titulaire et certains de ses personnels à avoir connaissance d'informations sensibles qui, sans être couvertes par le secret de défense, ne doivent pas être rendues publiques.

Ils devront notamment se conformer strictement aux règles de protection des informations sensibles définies par la réglementation relative à la PPST et l'instruction interministérielle n°901, ainsi qu'au règlement intérieur, aux règles relatives à la sécurité des systèmes d'information ainsi qu'aux règles de sécurité et de contrôle en vigueur dans l'établissement du contractant.

Ces personnels ne doivent accéder qu'aux seuls locaux et installations concernés par le marché.

Le Titulaire s'engage à informer ces personnels de l'ensemble des obligations auxquelles ils sont soumis au titre du présent marché.

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci. En outre, les entreprises sous-traitantes sont astreintes à la procédure d'agrément conformément aux dispositions des articles R2193-1 à R2193-9 du Code de la commande publique.

Le non-respect par le Titulaire des prescriptions de sécurité du présent marché pourra entraîner la résiliation du marché.

L'émission, la reproduction et l'acheminement des documents protégés seront conformes aux règlements en vigueur. Les documents protégés de toutes natures et de tous types ayant servi à la réalisation du marché seront restitués au CNRS.

15 - CONDITIONS D'ACCES DU PERSONNEL DU TITULAIRE

Si le personnel du Titulaire, ou le personnel extérieur intervenant pour le compte du Titulaire, est appelé à travailler sur les Sites du CNRS, il doit se conformer au règlement intérieur, aux règles d'hygiène et de sécurité et aux règles relatives à la sécurité des systèmes d'information en vigueur sur les Sites du CNRS. Le CNRS se réserve le droit de vérifier, à tout moment, ou faire vérifier par un tiers mandaté par lui, le parfait respect par le personnel du Titulaire ou de ses Sous-Traitants des règles de sécurité.

Préalablement à l'intervention sur un Site du CNRS d'un membre du personnel du Titulaire, le Titulaire informe l'intéressé du caractère éventuellement particulier du Site, des risques encourus ainsi que de l'impératif de recevoir les informations nécessaires dans ce domaine dès son accueil sur le Site concerné.

Le CNRS communique au Titulaire le règlement intérieur et aux règles d'hygiène et de sécurité en vigueur dans les Sociétés Apparentées du CNRS.

Le Titulaire s'engage à respecter les règles d'accès aux locaux, la charte d'utilisation des moyens informatiques ainsi que les préconisations du 'Plan Hygiène Sécurité' en vigueur à la DSI du CNRS.

16 - STATUT DU PERSONNEL DU TITULAIRE

16.1 LIENS JURIDIQUES

Il est expressément entendu que les personnels du prestataire demeurent à tous les égards, les salariés de ce dernier (législation du travail, sécurité sociale, congés payés, déplacements...).

Le Titulaire s'engage à prendre toutes les actions requises, dans le respect des lois et réglementations en vigueur, pour mettre en place l'organisation requise afin d'éviter tout transfert de son personnel et de celui de ses sous-traitants vers le CNRS à la cessation du Marché, pour quelle que cause que ce soit.

Tout accident ou maladie pouvant affecter les personnels du titulaire pendant la durée des prestations est entièrement pris en charge par celui-ci.

16.2 REGLEMENTATION RELATIVE AU TRAVAIL DISSIMULE

La régularité de la situation du personnel du Titulaire constitue une condition essentielle de l'exécution de l'accord-cadre. Le Titulaire s'engage formellement à appliquer à son personnel l'ensemble des règles du droit du travail.

À défaut, le CNRS se réserve le droit de résilier l'accord-cadre de plein droit dans les conditions prévues à l'Article 19 ci-dessous.

En particulier, conformément à la législation sur la lutte contre le travail clandestin (article L8221-1 et 2 du Code du travail), le Titulaire garantit au CNRS que les employés qui participeront à l'exécution du contrat sont employés régulièrement. Le Titulaire garantit qu'il a obtenu des autorités compétentes les autorisations nécessaires, notamment au regard de la réglementation de l'immigration, pour les membres de son équipe intervenant dans les Prestations.

À cet effet, il fournira au CNRS, au plus tard au jour de la signature de l'accord-cadre une attestation sur l'honneur certifiant que les prestations visées au contrat seront exécutées par des salariés employés régulièrement au regard des articles L3243-1, 2 et 4 du Code du travail.

16.3 RECUSATION DU PERSONNEL DU TITULAIRE PAR LE CNRS

Pendant la durée d'exécution des prestations, le CNRS se réserve le droit de récuser les personnels qui s'avéreraient inadaptés à l'exécution des prestations (non-conformité au profil type déposé, non-respect des engagements signifiés dans l'offre du prestataire, faute professionnelle).

Le Titulaire procédera alors au remplacement des personnels recusés dans les conditions précisées à l'article 8.2 ci-dessus.

17 - ASSURANCE

Le titulaire et les sous-traitants agréés par le CNRS devront remettre, dans un délai de 8 (huit) jours à compter de toute demande du CNRS, une attestation d'assurance justifiant qu'ils sont couverts au titre de la responsabilité civile (RC – articles 1240 à 1244 du code civil) ainsi qu'au titre de la responsabilité professionnelle en cas d'accident ou de tous dommages causés à l'occasion de l'exécution du marché.

18 - RESILIATION

18.1 RESILIATION DU FAIT DU CNRS

Les conditions de résiliation sont celles prescrites réglementairement au Chapitre 8, art. 47 à 49 du CCAG/TIC.

18.2 RESILIATION AUX TORTS/POUR FAUTE DU TITULAIRE

Les conditions de résiliation sont celles prescrites réglementairement à l'art. 50.1 du CCAG/TIC.

Indépendamment des pénalités applicables pour les travaux, livrables ou fournitures non livrés, il pourra être pourvu par le CNRS à leur exécution aux frais et risques du titulaire.

Le marché sera résilié aux torts du titulaire sans mise en demeure préalable au cas où l'attestation souscrite par celui-ci lors de sa candidature en application de l'article R2143-6 du Code de la commande publique, se révélerait fausse.

Le marché peut être résilié aux torts du titulaire, après mise en demeure restée infructueuse, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant avec exécution des prestations à ses frais et risques, lorsqu'il a contrevenu à l'article D8222-4, D8222-7 et D8222-8 du Code du travail. La mise en demeure doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai. A défaut d'indication du délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

En cas de résiliation du marché aux torts du titulaire ou de liquidation judiciaire, les livrables livrés ainsi que les fournitures réglementaires mises en place par le titulaire, deviennent propriété du CNRS.

19 - MODIFICATIONS RELATIVES AU TITULAIRE DU PRESENT ACCORD-CADRE

19.1 CHANGEMENT DE DENOMINATION SOCIALE DU TITULAIRE

En cas de modification de sa dénomination sociale, le titulaire doit impérativement en informer le pouvoir adjudicateur à l'adresse mentionnée en tête du présent document par écrit et communiquer un extrait Kbis mentionnant ce changement, dans les plus brefs délais.

19.2 CHANGEMENT DE CONTRACTANT EN COURS D'EXECUTION DU PRESENT ACCORD-CADRE

Le titulaire doit informer le pouvoir adjudicateur à l'adresse mentionnée en tête du présent document de **tout projet** de fusion ou d'absorption de l'entreprise titulaire et de tout projet de cession de l'accord-cadre dans les plus brefs délais et produire les documents et renseignements utiles qui lui seront notifiés concernant la nouvelle entreprise à qui l'accord-cadre est transféré ou cédé.

En cas d'acceptation de la cession de l'accord-cadre par le pouvoir adjudicateur, elle fera l'objet d'un avenant constatant le transfert de l'accord-cadre au nouveau titulaire.

20 - LOI APPLICABLE

Le marché est régi par la réglementation générale applicable aux marchés de l'Etat.

Les litiges éventuels sont réglés par les lois et règlements français. Les tribunaux français sont seuls compétents.

Pour tous les litiges à naître du présent marché et de ses suites qui ne pourraient être résolus à l'amiable, attribution expresse de juridiction est donnée au tribunal administratif de Toulouse.

21 - DEROGATIONS ET COMPLEMENTS AU CCAG / TIC

21.1 DEROGATIONS

| Article du présent CCAP | Dérogation à l'article du CCAG-TIC |
|--|---|
| 1. Objet | Article 4.1 – Ordre de priorité des pièces contractuelles |
| 8.2 – Conduite des prestations | Article 3.4.3 – Conduite des prestations par une personne nommément désignée |
| 8.5. Audit | 24. Audit de sécurité |
| 9. Pénalités | Article 3.2.1 - Modalités de computation des délais d'exécution des prestations Article 14 – Pénalités pour retard |
| 10.2. Régime des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature relatifs aux résultats à l'exclusion des logiciels standards | Article 46 – Régime des résultats |
| 11 . Opérations de vérification | 30.1. Point de départ du délai pour les opérations de vérifications Article 30.3 - Présence du titulaire Article 32.3 – Vérification d'aptitude Article 32.4 – Vérification de service régulier Article 33.2.2 - À l'issue de la vérification de service régulier |
| 12. Garantie | Article 36 – Garantie |
| | |

21.2 COMPLEMENTS

| Article du présent CCAP | Dérogation à l'article du CCAG-TIC |
|---|---|
| 9.2 - Autres pénalités | Article 14 - Pénalités |
| 10.1 - Concession de droits sur les connaissances antérieures | Article 44.1 - Régime général des connaissances antérieures |
| 10.4 - GARANTIE DES DROITS | 46.4.2. - Garanties des droits |
| 11- Réception / Vérification des prestations | Article 34 - Admission ajournement, réfaction et rejet |
| 14.2 - Protection des données | Article 5.2 - Protection des données à caractère personnel |
| 14.3 - Mesures de sécurité | Article 5.3 – Mesures de sécurité |
| 18.2 - Résiliation aux torts/pour faute du titulaire | |